



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**
Bureau de l'environnement et de l'utilité
publique

**Direction Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement et
du Logement des Pays-de-la-Loire**
Unité interdépartementale Anjou-Maine

Arrêté n°DCPPAT 2022- 0330 du 25 NOV. 2022

OBJET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société S.A. SEMENCES DE FRANCE – Voivres-lès-le Mans
Mise en demeure

Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de la Légion d'honneur ;
Chevalier de l'ordre national du Mérite ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 980/1710 du 5 mai 1998 délivré à la société SCAC S.A. pour l'exploitation d'un entrepôt de stockage, se situant ZCAP Les Randonnays sur le territoire de la commune de Voivres-lès-le-Mans ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 25 juillet 2013, délivré à la S.A. Semences de France ;

Vu l'article 8.2.2 1 de l'arrêté Préfectoral du 5 mai 1998 qui dispose notamment :

« Le dispositif de lutte contre l'incendie comprend des poteaux normalisés dont le nombre et la disposition sont déterminés en concertation avec le service départemental d'incendie et de secours. Ils sont réceptionnés par le service départemental d'incendie et de secours.
À défaut, de la mise en place d'un tel équipement, des mesures de substitution sont étudiées et mises en place en accord avec ce service »

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 24 octobre 2022 suite à la visite du 19 octobre 2022 transmis à l'exploitant par courrier du même jour;

Considérant que lors de la visite en date du 19 octobre 2022, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- l'exploitant n'est pas en mesure de justifier ses besoins en eau d'extinction d'incendie et n'a pas procédé à la réception de ses besoins par le service départemental d'incendie et de secours. La non-conformité a déjà été mentionnée par l'inspection des installations classées lors d'une visite en 2015.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 8.2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 5 mai 1998 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société S.A. Semences de France de respecter les dispositions de l'article 8.2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 5 mai 1998 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement;

Considérant que le projet d'arrêté de mise en demeure a été porté à la connaissance de l'exploitant par courrier en date du 24 octobre 2022 et que celui n'a pas formulé d'observation dans les délais impartis ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe ;

A R R Ê T E

Article 1 :

La société S.A. Semences de France, exploitant un entrepôt sis ZCAP Les Randonnay à Voivres-lès-le-Mans est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.2.2.1 de l'arrêté Préfectoral du 5 mai 1998 susvisé en :

- justifiant dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté le calcul des besoins en extinction d'incendie de son site et en faisant réceptionner ces moyens par le service départemental d'incendie et de secours. La réception des moyens fait l'objet d'une formalisation transmise à l'inspection des installations classées.

Article 2 :

L'exploitant adresse à l'inspection de l'environnement spécialité installations classées, dans le délai mentionné à l'article 1 à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique suspend le délai du recours contentieux ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 5 :

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, cette décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans le département (www.sarthe.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, la sous-préfète de l'arrondissement de la Flèche, la maire de Voivres-lès-le-Mans, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire et l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Éric ZABOURAEFF

